

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 12 JUIN 2013

L'an deux mil treize, le douze juin à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, TRACLET, MANIE, GUILLARD Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, GAUTHIER
MM. CAPLAT, COTE, DENIS,

Pouvoirs : M. DIDIER (pouvoir à M. LOUSTALET)
M. ABBOU (pouvoir à Mr TRACLET)
M. PRUDON (pouvoir à Mr DENIS)
M. BALOUZET (pouvoir à Mr MANIE)

Excusé : M. GRUMET

Secrétaire de séance : M. CAPLAT

1. COMPTE RENDU DE LA PRÉCÉDENTE RÉUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. CCMP

Mr le Maire rappelle à l'assemblée qu'actuellement, le nombre de conseillers communautaires s'élève à 17 titulaires et 17 suppléants.

La réforme des Collectivités territoriales disposant de nouvelles règles relatives à la représentation communales dans les communautés de communes et agglomérations ont réformé les règles de composition des conseils communautaires, il convient de se prononcer sur les dispositions adoptées par le Conseil communautaire de la Communauté de communes de Miribel et du Plateau.

DELIBERATION 13/02/01 : DÉSIGNATION DU NOMBRE DE CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES DE THIL AU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE MIRIBEL ET DU PLATEAU

Monsieur le Maire informe que la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 9, la loi n°2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte des cartes intercommunales et la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 relative à la représentation communale dans les communautés de communes et agglomérations ont réformé les règles de composition des conseils communautaires.

Ces dispositions qui s'appliquent, dès 2014, lors des prochaines élections locales, prévoient une limitation des effectifs du conseil communautaire et l'obligation de tenir compte de la population.

Ainsi, l'article L.5211-6-1 I du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) créé par la loi du 16 décembre 2010 et modifié par la loi n°2012-1561 du 31 décembre 2012 prévoit pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 20 000 à 29 999 habitants (population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité) 30 sièges à répartir à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale, garantissant ainsi une représentation essentiellement démographique.

La répartition des sièges telle que prévue automatiquement aux III à VI de l'article L 5211-6-1 du CGCT serait pour la CCMP la suivante :

	Population	Nombre de sièges de droit L 5211- 6-1 II III IV
Miribel	9 066	13
Beynost	4 475	6
Thil	1 070	1
Tramoyes	1 674	2
Saint Maurice de B.	3 865	5
Neyron	2 472	3
	22 622	30

Monsieur le Maire précise que l'article L 5211-6-1 I du CGCT permet néanmoins sous réserve d'un accord amiable à la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population de modifier sensiblement la répartition sous réserve de respecter les principes suivants :

- de tenir compte de la population de chaque commune
- que chaque commune dispose d'au moins un siège
- que le nombre de siège n'excède pas de plus de 25% celui qui aurait été attribué par les règles de calcul automatique définies à l'article L 5211-6-1 I III et IV du CGCT, soit pour la CCMP un maximum de 37 sièges.

Monsieur le Maire rappelle que Monsieur le Président de la Communauté de communes a proposé :

- de ne pas opter pour une répartition libre avec possibilité de 25% de sièges supplémentaires,
- de rester sur la répartition de droit commun avec création et répartition d'un nombre de sièges inférieur ou égal à 10% du nombre total de sièges issu de l'application des III et IV de l'article L 5211-6-1 du CGCT, soit de 1 à 3 sièges supplémentaires.

Sur cette base le conseil communautaire a adopté la proposition consistant à ce que le Conseil communautaire soit composé de 31 conseillers selon la répartition suivante :

	Population	Nombre de sièges de droit L 5211-6-1 II III IV	Répartition libre de 1 à 3 sièges (+10%) L 5211-6-1 VI	Total des sièges
Miribel	9 066	13	-	13
Beynost	4 475	6	-	6
Thil	1 070	1	1	2
Tramoyes	1 674	2	-	2
Saint Maurice de B.	3 865	5	-	5
Neyron	2 472	3	-	3
	22 622	30	1	31

Cette répartition permet, notamment, à la commune de THIL de ne pas perdre de siège par rapport à la répartition actuelle.

Le Conseil ayant entendu les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,
Approuve :

- La composition du Conseil Communautaire à 31 Conseillers,
- L'attribution de deux sièges de conseillers à la commune de THIL pour la représenter au Conseil Communautaire.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

COLLECTE ORDURES MÉNAGÈRES

Mr Denis présente à l'assemblée le projet de règlement de collecte des ordures ménagères.

Mr Traclet rappelle que dans le lotissement des Platanes, l'aire d'accueil des containers à déchets ne suffira pas, lorsqu'il y aura les sacs jaunes en plus des bacs à ordures ménagères.

21 h 10 : Arrivée de Monsieur Grumet

Il est envisagé de mettre à disposition des bacs jaunes en lieu et place des sacs jaunes, ceci notamment à la demande de la CPAM concernant les risques liés aux accidents du travail (ripeurs).

Mr le Maire précise que les bacs seront équipés de puces électroniques dans la perspective de la mise en place de la Redevance Incitative qui sera instruite au sein de la Communauté de communes lors du prochain mandat.

Les pistes de travail évoquées (payer une partie fixe en fonction du nombre de jours de collecte et partie variable incitative, payer à la levée) restent à travailler sur le fond et ne sont pas, à ce jour, finalisées ni approuvées.

DELIBERATION 13/02/02 : APPROBATION DU RÈGLEMENT DE COLLECTE DES ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉES

Monsieur le rapporteur rappelle que la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau a pour compétence la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers et assimilés qui représente avec le service de collecte des ordures ménagères et le tri sélectif près de 30% des dépenses réelles de l'intercommunalité.

Il informe que la commission environnement a procédé à la rédaction d'un règlement de collecte rappelant les textes réglementaires, lois et circulaires en vigueur et définissant les conditions de collecte des déchets ménagers et assimilés qui s'appliquent sur le territoire de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP).

Ces services à la population, comme tout service public, doit être réglementé afin de définir clairement les droits et obligations des usagers et des différents intervenants du service au regard des conditions d'exercice.

Il présente au conseil le projet de règlement de service.

Il précise que le pouvoir de police spéciale relatif à cette compétence n'ayant pas été transféré par les maires des communes membres de l'intercommunalité, chaque conseil municipal doit délibérer de manière concordante et par la suite chaque Maire devra prendre un arrêté de police. Les policiers municipaux ou les agents spécialement assermentés pourront alors constater les infractions et dresser les procès-verbaux.

Il ajoute que même en cas de transfert du pouvoir de police spéciale, les maires restent toujours compétents en matière de police générale de salubrité et sureté publique. Ils sont notamment compétents pour faire respecter « la commodité du passage sur les voies publiques ». A ce titre, ils gèrent l'enlèvement des encombrants ainsi que la répression de tout dépôt ou objet qui nuiraient à la commodité du passage ou à la propreté des voies. Ils sont également compétents pour agir en cas d'abandon de déchets dans la nature selon les articles L 2212-2 5° du CGCT et L 541-3 du code de l'environnement.

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré

1. Approuve le règlement de collecte des ordures ménagères et déchets assimilés tel que proposé par la Communauté de communes de Miribel et du Plateau
2. Donne pouvoir au Maire pour prendre un arrêté de police pour son application.

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

FPIC

Monsieur le Maire informe que le Fonds de Péréquation est Intercommunal et National. Ce fonds est destiné à aider les communes pauvres.

On constate une moins-value pour Thil à savoir (données provisoires) :

- 12.594 € pour 2013
- 20.057 € pour 2014
- 27.735 € pour 2015.

Mr Denis demande comment est utilisé cet argent.

Mr le Maire informe qu'en principe, cela reste sur les communautés de communes de l'Ain.

3. DELIBERATION N° 13.02.03 : RÉFECTION DE LA COUR DE L'ÉCOLE DE LA RIOTTE À THIL

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'un budget a été voté au budget primitif 2013 en vue de la réfection des enrobés de la cour de l'Ecole de la Riotte.

Suite aux concertations réalisées avec les parents d'élèves, le personnel communal et le corps enseignant, il a été décidé de mettre en œuvre, de façon complémentaire des tapis amortisseurs afin de sécuriser les périmètres des aires de jeux. Le Cahier des charges a donc été réalisé en conséquence.

A la suite, une consultation d'entreprises a été engagée via un appel d'offres public en date du 16 mai 2013.

Le montant prévisionnel de l'opération permet d'organiser un marché selon les dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics (procédure adaptée avec négociation).

A l'issue de l'analyse des cinq offres reçues dans les délais, l'offre de la société Eurovia Alpes a été jugée « économiquement la plus avantageuse ».

Toutefois, eu égard à la réalisation des tapis amortisseurs, les sommes initialement provisionnées pour l'opération au budget primitif se sont avérées insuffisantes. Il est proposé au Conseil Municipal d'abonder la somme de 15.000 €uros par la décision modificative n° 1 et de solliciter en parallèle auprès du Sénateur Jacques Berthou une subvention de 5.000 €uros au titre de sa réserve parlementaire.

Au vu des explications données par Monsieur le Maire, Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

- Autorise le provisionnement par la décision modificative n° 1 de la somme de 15.000 €uros portée au crédit de l'opération n° 130,
- Autorise Monsieur le Maire, à conclure le marché de réfection de la cour de l'école de la Riotte avec la société Eurovia Alpes pour un montant de 49 758,52 € HT soit 59 511,18 € TTC
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter Monsieur le Sénateur Jacques Berthou en vue de l'octroi d'une subvention, au titre de la réserve parlementaire, à hauteur de 5.000 €,

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

Mr Traclet informe que les travaux auront lieu du 8 juillet au 15 août 2013.

Monsieur le Maire précise que la date de démarrage des travaux reste conditionnée à la date de réception de la demande de subvention par les services du Ministère de l'Intérieur.

4. PROJET URBAIN PARTENARIAL

Mr Manié rappelle que le Projet Urbain Partenarial (PUP) est inscrit dans un projet : le Clos des Platanes.

Ce lotissement va permettre la réalisation de 29 logements en locatif aidé. Il remercie l'implication de la Commission d'Urbanisme.

Cette opération nécessite la réalisation d'équipements publics (assainissement collectif par plantation de roseaux). Il y a donc lieu de mettre en œuvre un PUP.

Les premières maisons seront livrées fin 2013.

DELIBERATION N° 13.02.04 : DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP (PROJET EUROPEAN HOMES LE CLOS DES PLATANES) ET AUTORISATION DE SIGNATURE PAR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE THIL

Monsieur l'Adjoint à l'Urbanisme expose les motifs qui président à l'établissement d'un Projet Urbain Partenarial avec la société ETAMES, filiale du groupe de construction EUROPEAN HOMES.

La société ETAMES envisage de réaliser une opération de construction de logements sur un terrain de 14 912 m², composé des parcelles cadastrées suivantes B571 et ZB52 (pour partie) à la suite d'un permis de construire n° 001 418 11 A 0009 délivré le 30 décembre 2011 sur cette assiette foncière, puis d'un permis de construire modificatif n° 001 418 11 A 0009 – M1, délivré le 19 avril 2013 à EUROPEAN HOMES permettant la réalisation de 29 logements pour une SHON globale de 3 272 m².

Le terrain d'assiette du projet est situé en zone 1NAi du Plan d'Occupation des Sols de 2002.

Outre la réalisation des équipements propres à l'opération définis à l'article L.332-15 du Code de l'urbanisme, le projet de la société ETAMES nécessite la réalisation des équipements publics suivants :

- Création d'un dispositif d'assainissement collectif par filtre planté de roseaux, qui constituera la première tranche du nouveau réseau communal d'assainissement collectif ;
- Aménagement d'un arrêt de bus situé en face du projet (angle route de Beynost et chemin du Mas Durand).

La commune a accepté de programmer ces travaux publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'ETAMES, en contrepartie, le constructeur a proposé de prendre en charge une partie de leur coût.

Dans cette perspective, les parties ont décidé de conclure, sous diverses conditions suspensives, une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP), en application des articles L.332-11-3 et L.332-11-4 et R.332-25-1 à R. 332-25-3 du Code de l'urbanisme.

Pour mémoire, l'objectif d'un PUP est d'optimiser la participation de l'opérateur à la réalisation des équipements publics induits par l'opération de construction. Dans un PUP, la collectivité peut percevoir des participations financières ou un apport de foncier, à la place de la taxe d'aménagement, mais doit conserver la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des équipements.

Le projet de convention de PUP joint en annexe fixe :

- le périmètre concerné par la présente convention,
- le programme des équipements publics à réaliser par la commune selon le rapport du bureau d'études GINGER ENVIRONNEMENT, le coût prévisionnel de chaque équipement et le planning prévisionnel de leurs réalisations,
- le niveau de participation mis à la charge du groupe EUROPEAN HOMES pour la réalisation des équipements publics, les modalités de versement ainsi que les délais de paiement.
- Le coût global prévisionnel du programme des équipements publics (études et travaux), s'élève à 192.068,60 euros HT, soit 229.714,05 euros TTC à répartir de la manière suivante :
 - 224 714,05 euros TTC pour la création de l'assainissement collectif ;
 - 4.000 euros TTC pour l'arrêt de bus ;
 - 1.000 euros TTC pour l'acquisition d'une parcelle foncière pour le dispositif d'assainissement
- Selon le projet de convention, la société ETAMES prend à sa charge :
 - l'intégralité du coût de création de l'assainissement collectif visé ci-dessus puisque l'ouvrage dispose d'une capacité limitée aux besoins stricts de l'opération de construction.
 - 29/35èmes du coût d'aménagement de l'arrêt de bus situé sur la route de BEYNOST Chemin du Mas Durand susvisé puisque l'arrêt de bus dessert également 6 logements hors périmètre de l'opération (Lotissement des Ilets).

Cette participation totale s'élève donc à la somme forfaitaire de 229.714,05 € TTC.

Toutefois, les parties ont prévu la possibilité d'ajuster la participation pour tenir compte de l'évolution éventuelle du coût prévisionnel des travaux d'équipement : dans l'hypothèse où le coût effectif global des équipements, tel que résultant des marchés publics d'étude et de travaux contractés

par la commune, se révélait d'un montant inférieur, le montant de la participation à la charge de la société ETAMES serait recalculé et réduite à due proportion. De la même façon, dans l'hypothèse où ce coût effectif global se révélait d'un montant supérieur, le montant de la participation serait ajusté au coût effectif, dans la limite d'un dépassement de 10 % du montant prévu ci-avant, à savoir un plafond de 252 685,46 euros TTC.

S'agissant des modalités de paiement, la participation financière sera exigible à compter de la levée de la condition suspensive relative à la réitération des actes de ventes concernant les parcelles d'assiette du projet. En pratique, la société ETAMES s'acquittera de sa participation financière en numéraire, par versement à la commune, en deux fractions successives :

- 30 % au démarrage des travaux de réalisation des équipements par la commune,
- le solde (70 %) au plus tard 30 jours après l'achèvement de ces travaux.

Le planning prévisionnel actuel des travaux d'équipement prévoit une durée totale de travaux d'environ 24 mois. Le début des travaux est programmé pour le 27 mai 2013.

Ce faisant, après avoir,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.332-11-3, L.332-11-4 et L.332-15 ;

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1331-1 et suivants ;

Vu le plan d'occupation des sols de 2002 ;

Vu la zone 1NAi du POS et son règlement;

Vu les arrêtés des permis de construire n°001 418 11 A 0009 et n°001 418 11 A 0009 – M1 délivrés par Monsieur le maire à la société European Homes ;

Vu le projet de convention de PUP ;

Vu le rapport d'étude d'avant-projet de réalisation de l'assainissement collectif sur la zone 1NAi dressé par le bureau d'étude GINGER ENVIRONNEMENT ;

Vu le plan du périmètre de PUP ;

Entendu les explications de Monsieur le Maire ;

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré

1. Approuve :

- le projet de convention de projet urbain partenarial à conclure entre la société ETAMES et la commune de THIL ;
- le programme de réalisation des équipements publics.

2. Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. DELIBERATION N° 13.02.05 : APPROBATION DE LA PROMESSE DE VENTE DES TERRAINS D'ASSIETTE DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT (INDIVISION CHENEVARD) ET AUTORISATION DE SIGNATURE PAR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE THIL

Monsieur l'Adjoint à l'Urbanisme expose que la société ETAMES envisage de réaliser une opération de construction de logements sur un terrain de 14 912 m², composé des parcelles cadastrées suivantes B571 et ZB52 (pour partie) à la suite d'un permis de construire n° 001 418 11 A 0009 délivré le 30 décembre 2011 sur cette assiette foncière, puis d'un permis de construire modificatif n°001 418 11 A 0009 – M1, délivré le 19 avril 2013 à EUROPEAN HOMES permettant la réalisation de 29 logements pour une SHON globale de 3 272 m².

Le projet de la société ETAMES nécessite notamment la réalisation d'un dispositif d'assainissement collectif par filtre planté de roseaux, qui constituera la première tranche du nouveau réseau

communal d'assainissement collectif.

La commune a accepté de programmer cette opération de travaux publics rendus nécessaires par l'opération de construction d'ETAMES, étant rappelé qu'en contrepartie, le constructeur a accepté de prendre en charge une partie de leur coût dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP).

L'ouvrage d'assainissement doit être implanté sur un terrain composé de la parcelle cadastrée ZB n°142 provenance de la division ZB 52. Le terrain est classé en zone NCi, et dispose d'une superficie totale de 1000 m² environ.

Saisi afin d'estimer le prix d'acquisition du terrain, FRANCE DOMAINE a rendu un avis le 10 juin 2013, au terme duquel l'estimation est entre 0,5 et 1 € TTC pour une emprise de 1.000 m², soit un prix moyen de 0,75 € / m².

Cette emprise appartenant à l'indivision CHENEVARD, la commune a pris l'attache des représentants de l'indivision afin de négocier l'acquisition du terrain. Les parties ont convenu d'un prix de 1.000 € TTC soit un prix de 1 € / m², à payer en fonction du bornage à venir.

Le prix convenu correspond à l'estimation de FRANCE DOMAINE.

Le projet de promesse prévoit en outre :

- le paiement du prix 100 % comptant le jour de l'Acte Authentique

Pour mémoire, le planning prévisionnel actuel des travaux de création du dispositif d'assainissement prévoit une durée totale de travaux d'environ 12 mois. Et le début des travaux est programmé pour 1er septembre 2013.

Ce faisant,

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L.1331-1 et suivants ;

Vu le plan d'occupation des sols de 2002 ;

Vu la zone INAi du POS et son règlement;

Vu le rapport d'étude d'avant-projet de réalisation de l'assainissement collectif sur la zone NCi dressé par le bureau d'étude GINGER ENVIRONNEMENT ;

Vu l'avis de FRANCE DOMAINE du 10 juin 2013 ;

Vu le projet de promesse de vente à conclure avec l'indivision CHENEVARD ;

Entendu les explications de Monsieur le maire ;

Le Conseil municipal de THIL, après en avoir délibéré :

1. Approuve le projet de promesse de vente à conclure entre l'indivision CHENEVARD et la commune de THIL pour l'acquisition de la parcelle cadastrée ZB n° 142 provenance de la division ZB 52, pour un prix total de 1.000 € TTC, pour une emprise de 1000 m², soit un prix moyen de 1 € / m².

2. Autorise Monsieur le Maire à signer ladite promesse

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. DELIBERATION N° 13.02.06 : APPEL D'OFFRES - DISPOSITIF D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF AU CLOS DES PLATANES

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la nécessité de réaliser un dispositif d'assainissement collectif par filtres plantés de roseaux dédié aux habitations du Clos des Platanes, en cours de réalisation.

Il rappelle qu'un appel d'offres public est en cours pour désigner le titulaire du marché de réalisation du dispositif d'assainissement collectif, et son financement sera assuré dans le cadre du Projet Urbain Partenarial (PUP) signé avec la société ETAMES.

Il demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer le marché avec le candidat qui aura proposé l'offre économiquement la plus avantageuse et conforme aux prescriptions techniques demandées dans la limite de 210.000 euros TTC.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à signer le marché avec le candidat qui aura proposé l'offre économiquement la plus avantageuse et conforme aux prescriptions techniques demandées dans la limite de 210.000 euros TTC.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. DELIBERATION N° 13.02.07 : REMISE GRACIEUSE DE PÉNALITÉS

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la Société European Homes a déposé par courrier du 26 février 2013, une demande de remise gracieuse de pénalités d'un montant de 831 € concernant les taxes d'urbanisme afférentes à son permis de construire n° 001 418 11 A0009.

En effet, le montant des taxes d'urbanisme a été réglé par la société par chèque le 09 janvier 2013 en lieu et place du 30 décembre 2012 initialement prévu.

Au vu des explications données par Monsieur le Maire, Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

- Accorde à la Société European Homes, la remise gracieuse des pénalités concernant le retard de règlement des taxes d'urbanisme pour un montant de 831,00 euros.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. DELIBERATION N° 13.02.08 : REDEVANCE POUR STATIONNEMENT DUE PAR LES TAXIS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-3 et L. 2213-6,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 2125-1,

Vu l'arrêté municipal du 18 mai 2013, réglementant la circulation et le stationnement des taxis sur la commune,

Considérant qu'il y a lieu de soumettre à redevance l'autorisation accordée aux taxis de stationner sur les emplacements qui leur sont réservés,

Entendu le rapport de M. le Maire,

Le conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

De fixer le montant de la redevance du droit de stationnement des taxis à 70,00 euros à compter de l'année 2013.

Précise que la recette sera constatée à l'article 7337 du budget communal.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. FINANCES**D.M. N° 1 : VIREMENT DE CRÉDITS**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	17 060.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	17 060.00 €	
D 020 : Dépenses imprévues Invest		400.00 €
TOTAL D 020 : Dépenses imprévues Invest		400.00 €
D 023 : Virement section investissement		17 060.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.		17 060.00 €
D 2128-142 : City Stade		2 060.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		2 060.00 €
D 2315-130 : Travaux Voirie		15 000.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours		15 000.00 €
R 021 : Virement de la section de fonct		17 060.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.		17 060.00 €
R 024 : Produits des cessions		400.00 €
TOTAL R 024 : Produits des cessions		400.00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. QUESTIONS DIVERSES**Vérifications de conformités du SPANC**

Mr Cote demande où en est le contrôle des dispositifs d'assainissement autonomes sur la commune.

Mr le Maire répond qu'au 31 mai dernier, sur 385 dossiers ouverts, 183 visites de conformité réparties comme suit :

- 1 installation conforme,
- 48 installations non conformes avec risque (avec mise en conformité dans un délai de 4 ans)
- 134 installations non conformes sans risque (avec mise aux normes en cas de vente immobilière).

Mr le Maire informe que le cabinet IRH doit remettre son rapport final lors de la réunion du 14 juin 2013.

Indemnité des élus locaux

Mr le Maire informe qu'en application de l'article 18 de la loi 2012-1404 du 17 décembre 2012 liée au financement de la sécurité sociale, certains élus sont assujettis à la cotisation sécurité sociale à compter du 1^{er} janvier 2013 (avec effet rétroactif).

Mr le Maire informe qu'il est seul impacté par ces nouvelles dispositions au titre des indemnités cumulées de ses mandats de Maire et de Vice-président de la Communauté de Communes.

Conférences à thème

Mme Borrel-Jeantan rappelle que le 25 juin prochain, le CCAS organise une réunion avec l'association Nationale de Prévention de l'Alcoolisme et des Addictologies (ANPAA) « Les conduites à risque à l'adolescence : alcool, drogue... comprendre pour mieux prévenir » à la salle polyvalente à 20 h 30.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 22 h 15.